

Art. 28. Bijlage II bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 29. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 30. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2005 — 914

[2005/200935]

10 MARS 2005. — Avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux piscicultures intensives

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 37.451/2/V donné le 19 juillet 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme, de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er} — Champs d'application et définitions

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux piscicultures intensives visées par les rubriques 05.02.01.01 et 05.02.01.02 de l'annexe I^e de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1^o Pisciculture intensive : pisciculture produisant plus de 10 kg de poissons par are et par an et/ou les installations de stockage de poissons qui utilisent plus de 1 T d'aliments concentrés par an;

2^o Aliments concentrés : aliments composés de plusieurs ingrédients;

3^o Bassin d'élevage : étendue, naturelle ou artificielle, d'eau réservée à la pisciculture intensive;

4^o Sous-produits animaux : poissons morts et produits issus de l'abattage de poissons;

5^o Bassin décanteur ou bassin de décantation : bassin où l'eau des bassins d'élevage se débarrasse d'une partie de ses matières en suspension en les laissant se déposer sur le fond;

6^o Issues d'épuration : boues de décantation et/ou produits de la filtration;

7^o Etablissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont la demande d'autorisation permis est introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 3. Sauf dans les cas d'alimentation par eau de forage, de source ou de distribution, le bassin d'élevage est implanté de préférence en dérivation d'un cours d'eau.

Art. 4. Sauf dans le cas des étangs de source constituant la limite du réseau hydrographique, la construction d'étangs de barrage est interdite.

Art. 5. Sauf conditions particulières, les points de prise d'eau et de rejet d'eau des aménagements des bassins d'élevage sont situés le plus près possible l'un de l'autre.

Art. 6. Un débit minimum correspondant aux 2/3 du débit d'étiage est réservé au cours d'eau.

Art. 7. L'établissement est conçu de manière notamment à répondre aux exigences du type d'élevage et au bien-être des poissons.

Art. 8. Un débit minimum correspondant aux 2/3 du débit d'étiage est réservé au cours d'eau.

Art. 9. Lors de la construction des aménagements, des mesures appropriées sont prises afin d'éviter que des sédiments et/ou des résidus de matériaux de construction ne polluent les eaux de surface.

Art. 10. L'exploitant s'assure qu'un système de dégrillage dont les interstices n'excèdent pas 2 cm est soit placé en amont et en aval de l'établissement en vue d'éviter la fuite des poissons d'élevage vers le milieu naturel et le passage des poissons sauvages dans le bassin d'élevage.

Art. 11. La libre circulation des poissons dans le cours d'eau au niveau de la prise d'eau est respectée.

Art. 12. Les installations de nourrissage, notamment les nourrisseurs automatiques, sont en matériaux durs, imputrescibles, imperméables et facilement lavables.

Art. 13. Des pédiluves sont placés aux entrées de l'établissement.

CHAPITRE III. — *Exploitation****Section 1^{re}. — Généralités***

Art. 14. L'établissement est maintenu dans un parfait état d'entretien et de propreté.

Section 2. — Hygiène et prophylaxie

Art. 15. Lors de l'introduction de poissons dans l'établissement, l'exploitant prend des mesures, respecte les normes sanitaires imposées par les services vétérinaires compétents afin d'éviter la dispersion dans les bassins hydrographiques des agents pathogènes.

En cas de suspicion de maladie dans l'élevage, un diagnostic précis est réalisé par les services vétérinaires compétents afin de confirmer ou infirmer la présence de ces agents pathogènes.

Art. 16. Les traitements préventifs aux antibiotiques ne sont pas autorisés, tandis que leur utilisation curative est soumise à une prescription vétérinaire faisant suite à un diagnostic précis. L'exploitant se conforme rigoureusement à la législation fédérale en matière de prescription vétérinaire susmentionnée.

Art. 17. Les produits de désinfection ainsi que les produits vétérinaires sont stockés dans des endroits prévus pour cet usage fermés à clé, et dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Art. 18. L'exploitant lutte contre le rat d'égout (*Rattus rattus* et *Rattus norvegicus*) et le rat musqué (*Ondatra zibethicus*) dès qu'il en constate la présence ou que celle-ci lui est signalée.

L'exploitant est tenu de collaborer aux campagnes d'éradication en acceptant dans son établissement, des nasses, des pièges, des pesticides, et en aidant les destructeurs officiels ou les entreprises spécialisées.

L'exploitant est tenu de se conformer à la législation wallonne en vigueur pour cette matière. Les destructeurs officiels ou les entreprises spécialisées prennent toutes les mesures d'hygiène nécessaires, telles que la désinfection des bottes et du matériel, pour éviter la dispersion d'agents pathogènes au sein de l'établissement dans lequel ils interviennent.

Art. 19. Les stocks d'aliments destinés au nourrissage des poissons sont dans un local couvert ou dans des silos, à l'abri des intempéries.

Section 3. — Qualité d'eau

Art. 20. Les eaux sortant de la pisciculture intensive respectent, en dehors des périodes d'inondations et de circonstances météorologiques exceptionnelles, les conditions d'émission reprises dans les tableaux de l'annexe I^e.

Art. 21. Le raclage des issues d'épuration dans les bassins d'élevage lors de la vidange n'est réalisé que dans le cas où ces issues d'épuration sont dirigées vers un bassin décanteur ou une installation équivalente.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 22. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte, par l'intermédiaire du bourgmestre, le service territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 23. Le matériel de lutte contre l'incendie est en bon état de fonctionnement, protégé contre le gel, signalé, accessible et réparti dans l'établissement.

Ce matériel est contrôlé annuellement et l'exploitant veille à la qualité des produits d'extinction d'incendie.

CHAPITRE V. — *Air*

Art. 24. Des mesures appropriées sont prises pour ne pas incommoder le voisinage par des odeurs et d'autres émanations et afin de réduire l'émission dans l'atmosphère de toute substance qui pourrait provoquer un danger ou une incommodité par sa nature et/ou par les quantités rejetées.

CHAPITRE VI. — *Contrôle et surveillance*

Art. 25. Tout exploitant d'une pisciculture intensive est tenu d'en assurer le bon fonctionnement.

Art. 26. En vue de la vérification du respect des conditions d'émissions définies à l'annexe I^e par le fonctionnaire chargé de la surveillance, les mesures suivantes sont appliquées :

1^o Des prélèvements et analyses des deux premiers paramètres visés à l'annexe I^e [Ammoniaque total (NH₃ + NH₄) et phosphore total (P)] sont effectués par l'exploitant ou un tiers désigné par celui-ci au moins une fois par mois, dans le courant de la première semaine du mois, et ce, entre le 1^{er} mai et le 30 septembre. Les résultats sont consignés dans un registre qui est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance;

2^o Les prélèvements et les analyses des matières en suspension sont réalisés par l'exploitant ou un laboratoire disposant de l'infrastructure nécessaire et désigné par l'exploitant, une fois par an, au cours du mois de l'année où le débit du cours d'eau recevant le rejet est le plus faible.

Art. 27. Le fonctionnaire chargé de la surveillance prend toutes les précautions sanitaires indispensables pour ne pas altérer la qualité sanitaire du site contrôlé.

CHAPITRE VII. — *Déchets*

Art. 28. Les déchets tels que les sous-produits animaux et les issues d'épuration sont évacués conformément à la législation en vigueur.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 30. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants le 1^{er} janvier 2007.

Art. 31. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 10 mars 2005.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ANNEXE I^e. — CONDITIONS D'EMISSION

En vue de tenir compte de la sensibilité du milieu récepteur, les conditions d'émission sont fonction de la catégorie piscicole du cours d'eau récepteur visée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 fixant les normes générales d'immission des eaux piscicoles.

1^o) Zones d'eaux piscicoles (salmonicoles et cyprinicoles) :

Paramètres	Différence de concentration maximale (1)	Méthode de mesure de référence
Ammoniaque total ($\text{NH}_3 + \text{NH}_4$)	<ul style="list-style-type: none"> • si pH \geq 8,5 : 1 mg/l N • si 8,5 < pH \leq 9 : 0,5 mg/l N • si pH $>$ 9 : 0,25 mg/l N 	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté Spectrophotométrie d'absorption moléculaire au bleu d'indophénol ou selon la méthode Nessler
Phosphore total (P)	0,3 mg/l P	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté Test colorimétrique direct
Matières en suspension (MES)	30 mg/l	Filtration sur membrane filtrante de 0,45 micromètre ou par centrifugation (temps minimal de 5 minutes, accélération moyenne de 2 800 - 3 200 g), séchage à 105 °C et pesée

(1) La différence de concentration du paramètre est déterminée sur base de la concentration du paramètre dans le rejet, dont il faut retirer la concentration du paramètre dans l'eau à l'entrée de l'exploitation

En cas de dépassement constaté par le fonctionnaire chargé de la surveillance, une seconde analyse sur une moyenne de 24 heures est réalisée sur un échantillon prélevé par un échantillonneur automatique.

2^o) Zones d'eaux non piscicoles, à condition que le débit de rejet ne représente pas plus de 10 % du débit d'étiage du cours d'eau récepteur :

Si le débit du rejet est supérieur à 10 % du débit d'étiage du cours d'eau récepteur, les conditions d'émission applicables sont celles des cours d'eau piscicoles (salmonicoles et cyprinicoles).

Paramètres	Différence de concentration maximale (1)	Méthode de mesure de référence
Ammoniaque total ($\text{NH}_3 + \text{NH}_4$)	<ul style="list-style-type: none"> • si pH \geq 8,5 : 5 mg/l N • si 8,5 < pH \leq 9 : 2,5 mg/l N • si pH $>$ 9 : 1 mg/l N 	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté Spectrophotométrie d'absorption moléculaire au bleu d'indophénol ou selon la méthode Nessler
Phosphore total (P)	1,5 mg/l P	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Test colorimétrique direct
Matières en suspension (MES)	60 mg/l	Filtration sur membrane filtrante de 0,45 micromètre ou par centrifugation (temps minimal de 5 minutes, accélération moyenne de 2 800 - 3 200 g), séchage à 105 °C et pesée

(1) La différence de concentration du paramètre est déterminée sur base de la concentration du paramètre dans le rejet dont il faut retrancher la concentration du paramètre dans l'eau à l'entrée de l'exploitation

En cas de dépassement constaté par le fonctionnaire chargé de la surveillance, une seconde analyse sur une moyenne de 24 heures est réalisée sur un échantillon prélevé par un échantillonneur automatique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux piscicultures intensives.

Namur, le 10 mars 2005.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 914

[2005/200935]

**10. MÄRZ 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die intensiven Fischzuchten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 6, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der dreißig Monate nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 19. Juli 2004 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1º der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 37.451/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus; Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die in den Rubriken 05.02.01.01 und 05.02.01.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten angeführten intensiven Fischzuchten anwendbar.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten die folgenden Definitionen:

1º intensive Fischzucht: Fischzucht, die mehr als 10 kg Fische pro Ar und pro Jahr produziert und/oder die Anlagen zur Lagerung von Fischen, die mehr als 1 Tonne Kraftfutter pro Jahr verwenden;

2º Kraftfutter: aus mehreren Zutaten bestehendes Futter;

3º Fischzuchtbecken: natürliche oder künstliche Wasserfläche, die für die intensive Fischzucht bestimmt ist;

4º tierische Nebenprodukte: tote Fische und aus der Schlachtung von Fischen stammende Produkte;

5º Absetzbecken: Becken, in dem das Wasser der Fischzuchtbecken von einem Teil seiner Schwebstoffe durch deren Ablagerung am Grund des Beckens befreit wird,

6º Klärabfälle: Absetschlämme und/oder Filtrate;

7º bestehender Betrieb: Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen wurde, sowie jeglicher Betrieb, für den zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 3 - Außer im Falle der Versorgung durch Brunnen-, Quell- oder Leitungswasser wird das Fischzuchtbecken durch die Ableitung eines Wasserlaufes angelegt.

Art. 4 - Außer in Fällen von Quellteichen, die die Begrenzung des Gewässernetzes bilden, ist das Anlegen von Staudammteichen verboten.

Art. 5 - Die Stellen der Wasserentnahme und -ableitung der Einrichtungen der Fischzuchtbecken werden in unmittelbarer Nähe voneinander angelegt.

Art. 6 - Ein Mindestabfluss, der zwei Dritteln des Niederwasserabflusses entspricht, wird dem Wasserlauf vorbehalten.

Art. 7 - Bei Bau der Einrichtungen werden Maßnahmen getroffen, um zu vermeiden, dass das Oberflächenwasser durch Ablagerungen oder Abfälle von Baustoffen verschmutzt wird.

Art. 8 - Der Betreiber sorgt dafür, dass eine Siebanlage stromaufwärts und -abwärts der Einrichtung angebracht wird, um zu verhindern, dass Zuchtfische in die freie Natur entweichen und wildlebende Fische in das Zuchtbecken gelangen.

Art. 9 - Die Bewegungsfreiheit der Fische im Wasserlauf auf Höhe der Wasserentnahme wird gewährleistet.

Art. 10 - Die Fütterungsanlagen, insbesondere die Futterautomate, sind aus hartem fäulnissichem, undurchlässigem und leicht waschbarem Material gebaut.

Art. 11 - Am Eingang des Betriebs werden Fußwaschbecken angebracht.

KAPITEL III — Betrieb**Abschnitt 1 — Allgemeines**

Art. 12 - Der Betrieb ist stets sauber und in gutem Zustand zu halten.

Abschnitt 2 — Hygiene und Prophylaxe

Art. 13 - Bei der Einführung von Fischen in den Betrieb vermeidet der Betreiber die Verbreitung von Krankheitserregern in dem Einzugsgebiet.

Art. 14 - Der Betreiber hält die Vorschriften der föderalen Gesetzgebung in Sachen Tierheilkunde streng ein.

Art. 15 - Die Desinfektions- sowie die Tierarzneimittel werden an verschlossenen, zu diesem Zweck vorgesehenen Stellen aufbewahrt und zwar so, dass jegliche zufällige Ableitung ins natürliche Milieu vermeiden wird.

Art. 16 - Der Betreiber bekämpft die Wanderratte (*Rattus rattus* und *Rattus norvegicus*) und die Bisamratte (*Ondatra zibethicus*), sobald ihr Vorkommen festgestellt oder ihm mitgeteilt wird.

Der Betreiber ist verpflichtet, an den Ausrottungskampagnen mitzuwirken, wobei er in seinem Betrieb Reusen, Fallen, Schädlingsbekämpfungsmittel annimmt und den amtlich zugelassenen Schädlingsbekämpfern oder den Fachunternehmen hilft.

Art. 17 - Das für die Fütterung der Fische bestimmte Futter befindet sich in einem bedeckten Raum oder in Silos, die gegen Witterungen geschützt sind.

Abschnitt 3 — Wasserqualität

Art. 18 - Außer in Zeiten von Überschwemmungen und von außergewöhnlichen Wetterbedingungen hat das aus der intensiven Fischzucht abfließende Wasser die in den Tabellen der Anlage I angeführten Emissionsbedingungen zu erfüllen.

Art. 19 - Das Abschaben der Klärabfälle in den Zuchtbekanen im Laufe der Entleerung wird nur vorgenommen, wenn diese Klärabfälle zu einem Absetzbecken oder einer gleichwertigen Anlage zugeleitet werden.

KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

Art. 20 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeder Änderung der Räumlichkeiten und der Betriebsbedingungen erkundigt sich der Betreiber über den Bürgermeister beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 21 - Die Ausrüstungen zur Feuerbekämpfung sind in gutem Betriebszustand und vor dem Frost geschützt zu halten; sie müssen auf geeignete Weise gekennzeichnet, zugänglich und im ganzen Betrieb verteilt sein.

Diese Ausrüstungen werden jährlich kontrolliert und der Betreiber hat für die Qualität der Brandlöschmittel zu sorgen.

KAPITEL V — Luft

Art. 22 - Maßnahmen werden getroffen, um zu verhindern, dass die Nachbarschaft durch üble Gerüche oder sonstige Ausdünstungen belästigt wird und um die Emission in die Luft jeglicher Stoffe, die eine Gefahr oder eine Belästigung aufgrund ihrer Natur und/oder der abgeleiteten Mengen verursachen könnten, zu verringern.

KAPITEL VI — Kontrolle und Überwachung

Art. 23 - Jeder Betreiber einer intensiven Fischzucht ist verpflichtet, ihren guten Betrieb zu gewährleisten.

Art. 24 - Zwecks Überprüfung der Beachtung der in der Anlage I festgelegten Emissionsbedingungen durch den mit der Überwachung beauftragten Beamten werden die folgenden Maßnahmen angewandt:

1° Probeentnahmen und Analysen der ersten zwei in der Anlage I erwähnten Parameter [Gesamtammoniak ($\text{NH}_3 + \text{NH}_4$) und Gesamtphosphor (P)] werden durch den Betreiber oder durch einen vom Letzteren bezeichneten Dritten mindestens einmal im Monat, im Laufe der ersten Woche des Monats, und zwar zwischen dem 1. Mai und dem 30. September, durchgeführt. Die Ergebnisse werden in einem Register, das zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten gestellt wird, festgehalten;

2° die Probeentnahmen und die Analysen der Schwebstoffe werden durch den Betreiber oder durch ein durch den Betreiber bezeichnetes Labor einmal im Jahr im

Laufe des Monats des Jahres, in dem der Abfluss des Wasserlaufes, in den das Abwasser eingeleitet wird, am geringsten ist, durchgeführt.

KAPITEL VII — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 25 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 26 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die vor dem 1. Januar 2007 bestehenden Betriebe.

Art. 27 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. März 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE — EMISSIONSBEDINGUNGEN

Um die Empfindlichkeit der Umgebung, in der die Ableitung stattfindet, in Betracht zu ziehen, hängen die Emissionsbedingungen von der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 1994 zur Festsetzung der allgemeinen Immissionsnormen der Fischgewässer erwähnten Gewässerkategorie des Wasserlaufs, in dem die Ableitung stattfindet, ab.

1° Salmoniden- und Cyprinidengewässer:

Parameter	Unterschied der Höchst Konzentration (1)	Referenz-Analyse-Verfahren
Gesamtammoniak ($\text{NH}_3 + \text{NH}_4$)	<ul style="list-style-type: none"> falls $\text{pH} \leq 8,5$: 1 mg/l N falls $8,5 < \text{pH} \leq 9$: 0,5 mg/l N falls $\text{pH} > 9$: 0,25 mg/l N 	Homogenisierte, unfiltrierte, nicht dekantierte Probe Molekulare Absorptionsspektrophotometrie unter Anwendung von Indophenolblau oder Nessler-Methode
Gesamtphosphor (P)	0,3 mg/l P	Homogenisierte, unfiltrierte, nicht dekantierte Probe Direkter kolometrischer Test
Schwebstoffe	30 mg/l	Filtration über Filtermembran 0,45 mm oder Zentrifugieren (Mindestzeit 5 Minuten, durchschnittliche Beschleunigung 2 800 - 3 200 g) Trocknen bei 105 °C und Wiegen

(1) Der Konzentrationsunterschied des Parameters wird auf der Grundlage der Konzentration des Parameters in der Ableitung bestimmt, von der die Konzentration des Parameters im Wasser am Eingang des Betriebs abgezogen werden muss.

Bei einer Überschreitung, die durch den mit der Überwachung beauftragten Beamten festgestellt wird, wird eine zweite Analyse auf einem Durchschnitt von 24 Stunden auf einer durch eine automatische Probenahmeverrichtung entnommenen Probe ausgeführt.

2º Gewässer ohne Fische, unter der Bedingung, dass der Abfluss des aus der Anlage abgeleiteten Abwassers nicht mehr als 10% des Niederwasserabflusses des Wasserlaufs, in den das Abwasser abgeleitet wird, entspricht:

Wenn der Abfluss des aus der Anlage abgeleiteten Abwassers 10% des Niederwasserabflusses des Wasserlaufs, in den das Abwasser abgeleitet wird, überschreitet, sind die anwendbaren Emissionsbedingungen diejenigen der Salmoniden- und Cyprinidengewässer.

Parameter	Unterschied der Höchstkonzentration (1)	Referenz-Analyse-Verfahren
Gesamtammoniak ($\text{NH}_3 + \text{NH}_4$)	<ul style="list-style-type: none"> falls $\text{pH} \leq 8,5$: 5 mg/l N falls $8,5 < \text{pH} \leq 9$: 2,5 mg/l N falls $\text{pH} > 9$: 1 mg/l N 	Homogenisierte, umfiltrierte, nicht dekantierte Probe Molekulare Absorptionsspektrophotometrie unter Anwendung von Indophenolblau oder Nessler-Methode
Gesamtphosphor (P)	1,5 mg/l P	Homogenisierte, umfiltrierte, nicht dekantierte Probe Direkter kolometrischer Test
Schwebstoffe (MES)	60 mg/l	Filtration über Filtermembran 0,45 mm oder Zentrifugieren (Mindestzeit 5 Minuten, durchschnittliche Beschleunigung 2 800 - 3 200 g) Trocknen bei 105 °C und Wiegen
(1) Der Konzentrationsunterschied des Parameters wird auf der Grundlage der Konzentration des Parameters in der Ableitung bestimmt, von der die Konzentration des Parameters im Wasser am Eingang des Betriebs abgezogen werden muss		

Bei einer Überschreitung, die durch den mit der Überwachung beauftragten Beamten festgestellt wird, wird eine zweite Analyse auf einem Durchschnitt von 24 Stunden auf einer durch eine automatische Probenahmeverrichtung entnommenen Probe ausgeführt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die intensiven Fischzuchten beigelegt zu werden.

Namur, den 10. März 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 914

[2005/200935]

10 MAART 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de intensieve visteelt

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, 7, 8 en 9;

Gelet op de beraadslaging van de Regering betreffende het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van dertig dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 37.451/2/V, gegeven op 19 juli 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;
Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Artikel. 1. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de intensieve visteelt bedoeld in de rubrieken 05.02.01.01 en 05.02.01.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1° intensieve visteelt : visteelt die meer dan 10 kg vis per are en per jaar voortbrengt en/of de opslaginstallaties voor vissen die per jaar meer dan 1 T geconcentreerde voedingsmiddelen gebruiken;

2° geconcentreerde voedingsmiddelen : voedingsmiddelen samengesteld uit verschillende ingrediënten;

3° viskweekvijver : natuurlijke of kunstmatige watervlakte voorbehouden aan intensieve visteelt;

4° dierlijke bijproducten : dode vissen en producten uit het doden van vissen;

5° decanteer- of bezinkingsbekken : bekken waar het water van de viskweekvijvers een deel van zijn gesuspendeerde stoffen kwijtraakt door bezinking op de bodem;

6° zuiveringsafvoer : bezinkingsslib en/of producten uit filtratie;

7° bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit of waarvan de aanvraag tot vergunning ingediend is tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 3. De viskweekvijver wordt aangelegd bij de afleiding van een waterloop, behalve in geval van bevoorrading met boor-, distributie- of bronwater.

Art. 4. De bouw van damvijvers is verboden, behalve in het geval van bronvijvers die de grens van het hydrografische netwerk vormen.

Art. 5. De waterwin- en waterlozingspunten van de inrichtingen van viskweekvijvers bevinden zich zo dicht mogelijk bij elkaar.

Art. 6. Een minimumdebiet gelijk aan twee derde van het debiet van de laagwaterstand is voorbehouden aan de waterloop.

Art. 7. Tijdens inrichtingen worden maatregelen genomen om te voorkomen dat het oppervlakewater verontreinigd wordt met bezinksel of afval van bouwmateriaLEN.

Art. 8. De exploitant laat stroomopwaarts en -afwaarts van de inrichting een roostersysteem aanbrengen om te voorkomen dat gekweekte vis naar het natuurlijk milieu vlucht en dat wilde vissen in de viskweekvijver terechtkomen.

Art. 9. Ter hoogte van de waterwinning wordt ervoor gezorgd dat de vissen vrij verkeer in de waterloop hebben.

Art. 10. De voedingsinstallaties, met name de voederautomaten, bestaan uit harde, onafbrekbare, waterdichte en makkelijk afwasbare materialen.

Art. 11. Aan de ingangen van de inrichting wordt een ontsmettingsvoetbad geplaatst.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 12. De inrichting wordt voortdurend goed onderhouden en rein gehouden.

Afdeling 2. — Hygiëne en preventie

Art. 13. Bij het invoeren van vissen in de inrichting voorkomt de exploitant de verspreiding van pathogenen in de hydrografische bekkens.

Art. 14. De exploitant houdt zich stipt aan de federale wetgeving inzake diergeneeskunde.

Art. 15. Ontsmettings- en diergeneeskundige producten worden in geschikte afgesloten plaatsen opgeslagen om elke accidentele lozing in het natuurlijke milieu te voorkomen.

Art. 16. De exploitant bestrijdt rielratten (*Rattus rattus* en *Rattus norvegicus*) en muskusratten (*Ondatra zibethicus*) zodra hij hun aanwezigheid vaststelt of zodra hij hiervan kennis krijgt.

Elke exploitant is verplicht deel te nemen aan de uitroegingscampagnes. Hij laat fuiken, klemmen, bestrijdingsmiddelen toe in zijn inrichting en verleent hulp aan de officiële rattenverdelgers of de gespecialiseerde ondernemingen.

Art. 17. De voedervoerden voor visvoeding bevinden zich in een overdekt lokaal of in weerbestendige silo's.

Afdeling 3. — Waterkwaliteit

Art. 18. Buiten de periodes van overstromingen en uitzonderlijke weersomstandigheden voldoet het water uit de intensieve visteelt aan de emissievoorwaarden vermeld in de tabellen van bijlage I.

Art. 19. De zuiveringsafvoer in de viskweekvijvers wordt bij het ledigen slechts schoongekrabbd als hij afgelid wordt naar een decanteerbekken of een soortgelijke installatie.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 20. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de bedrijfsmoeidigheden die aanleiding zouden kunnen geven tot een wijziging van het gevaar voor brand en brandverspreiding, wint de exploitant via de burgemeester het advies in van de territoriaal bevoegde brandweerdienst i.v.m. de te treffen maatregelen en inzake brand- en ontstoppingspreventie en -bestrijding aan te brengen apparatuur, met inachtneming van de bescherming van publiek en milieu.

Art. 21. Het brandbestrijdingsmaterieel is in goede staat van werking, vorstbestendig, goed aangegeven, toegankelijk en over de inrichting verspreid.

Bedoeld materieel wordt jaarlijks gecontroleerd en de exploitant ziet toe op de kwaliteit van de brandblusproducten.

HOOFDSTUK VI. — *Lucht*

Art. 22. Er worden maatregelen genomen om geur- en stankhinder voor de buurt te voorkomen en met het oog op de beperking van de uitstoot in de lucht van elke stof waarvan de aard en/of de geloosde hoeveelheden gevaar of hinder zouden kunnen veroorzaken.

HOOFDSTUK VI. — *Controle en toezicht*

Art. 23. Elke exploitant van een intensieve visteelt ziet toe op de vlotte werking ervan.

Art. 24. De toezichthoudende ambtenaar kan nagaan of voldaan wordt aan de in bijlage I bedoelde emissievoorwaarden door toepassing van de volgende maatregelen :

1º bemonsteringen en analyses van de twee eerste parameters bedoeld in bijlage I [totaal ammoniak ($\text{NH}_3 + \text{NH}_4$) en totaal fosfaat (P)] worden door de exploitant of een door hem aangeduide derde minstens één keer per maand tussen 1 mei en 30 september tijdens de eerste week van de maand uitgevoerd. De resultaten worden bijgehouden in een register dat ter inzage ligt van de toezichthoudende ambtenaar;

2º bemonsteringen en analyses van gesuspendeerde stoffen worden jaarlijks door de exploitant of een door hem aangewezen laboratorium uitgevoerd tijdens de maand van het jaar waarin het debiet van de waterloop die de lozingen ontvangt het laagst is.

HOOFDSTUK VII. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 25. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 26. Dit besluit is van toepassing op de inrichtingen die op 1 januari 2007 in bedrijf zijn.

Art. 27. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2005.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

BIJLAGE. — EMISSIEVOORWAARDEN

Om rekening te houden met de gevoeligheid van het ontvangend milieu vallen de emissievoorwaarden onder de visscategorie van de ontvangende waterloop bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 tot vaststelling van de algemene immissienormen van viswater.

1º) Viswaterzones (zalmachtigen en karperachtigen) :

Parameters	Verschil in de maximale concentratie (1)	Referentiemeetmethode
Totaal ammoniak ($\text{NH}_3 + \text{NH}_4$)	<ul style="list-style-type: none"> als $\text{pH} \leq 8,5 : 1 \text{ mg/l N}$ als $8,5 < \text{pH} \leq 9 : 0,5 \text{ mg/l N}$ als $\text{pH} > 9 : 0,25 \text{ mg/l N}$ 	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster Moleculaire absorptiespectrofometrie met gebruik van indofenolblauw of volgens Nessler
Totaal fosfaat (P)	0,3 mg/l P	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster Rechtstreekse colorimetrietest
Gesuspendeerde stoffen (GS)	30 mg/l	Filtering door een filtrerend membraan van $0,45 \mu\text{m}$ of centrifugering (min. 5 minuten, gemiddelde versnelling 2 800 - 3 200 g), droging bij 105°C en weging

(1) Het verschil in concentratie van de parameter wordt bepaald op grond van de concentratie van de parameter in de lozing waarvan de concentratie van de parameter in het water bij het binnengaan van de exploitatie afgetrokken moet worden

Als de toezichthoudende ambtenaar een overschrijding vaststelt, wordt een tweede analyse over een gemiddelde van 24 uur uitgevoerd op een monster genomen door een automatische bemonsteringsapparatuur.

2º Niet-viswaterzones, voorzover het debiet van de lozing niet meer dan 10 % van de waterstand van de ontvangende waterloop vertegenwoordigt :

Als het debiet van de lozing 10 % hoger ligt dan de waterstand van de ontvangende waterloop, worden de emissievoorwaarden van de viswaterlopen toegepast (zalmachtigen en karperachtigen).

Parameters	Verschil in de maximale concentratie (1)	Referentiemeetmethode
Totaal ammoniak ($\text{NH}_3 + \text{NH}_4$)	<ul style="list-style-type: none"> als $\text{pH} \leq 8,5 : 5 \text{ mg/l N}$ als $8,5 < \text{pH} \leq 9 : 2,5 \text{ mg/l N}$ als $\text{pH} > 9 : 1 \text{ mg/l N}$ 	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster Moleculaire absorptiespectrofometrie met gebruik van indofenolblauw of volgens Nessler
Totaal fosfaat (P)	1,5 mg/l P	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster Rechtstreekse colorimetrietest
Gesuspendeerde stoffen (GS)	60 mg/l	Filtering door een filtrerend membraan van $0,45 \mu\text{m}$ of centrifugering (min. 5 minuten, gemiddelde versnelling 2 800 - 3 200 g), droging bij 105°C en weging

(1) Het verschil in concentratie van de parameter wordt bepaald op grond van de concentratie van de parameter in de lozing waarvan de concentratie van de parameter in het water bij het binnengaan van de exploitatie afgetrokken moet worden

Als de toezichthoudende ambtenaar een overschrijding vaststelt, wordt een tweede analyse over een gemiddelde van 24 uur uitgevoerd op een monster genomen door een automatische bemonsteringsapparatuur.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de intensieve visteelt.

Namen, 10 maart 2005.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN